Martine REGOURD, dir., *Musées en mutation. Un espace public à revisiter*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Gestion de la culture, 2012, 398 pages

Jacques-Philippe Saint-Gerand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8777>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8777

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 265-267

ISBN : 978-2-8143-0182-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jacques-Philippe Saint-Gerand, « Martine REGOURD, dir., *Musées en mutation. Un espace public à revisiter* », *Questions de communication* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 01 février 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8777> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8777>

par Laurence Pieropan précisent la trajectoire d'un écrivain lié à l'institution littéraire et à d'autres associations, contribution non négligeable à l'histoire littéraire et à celle des idées.

L'ouvrage s'articule en cinq parties, constituées tantôt d'études scientifiques de spécialistes de la littérature belge – Catherine Gravet (université de Mons), Marie-Ange Bernard (présidente de l'association Charles Plisnier), Heinz Klüppelholz (université de Duisbourg), etc. – tantôt de témoignages de proches ou collègues – Claude Brulé (ancien président de la SACD), Pierre Laroche (metteur en scène et acteur), etc. Cette diversité d'approches garantit une vision globale de la place de Charles Bertin dans le champ littéraire belge.

À travers diverses exégèses, la première partie, « Aux sources de la vie » (pp. 13-91), dévoile le questionnement religieux permanent de l'écrivain et sa réflexion récurrente sur la condition humaine. Indubitablement, elle permet une meilleure connaissance des assises psychologiques et esthétiques de l'écrivain. La deuxième partie, « Premières pièces, premiers romans » (pp. 93-149), étudie les premières créations de Charles Bertin, terrain d'expérimentation où l'auteur se joue des codes littéraires. Cette mise à plat dégage la réelle cohérence de fond d'une œuvre qui peut sembler disparate en raison de sa grande diversité de thématiques et de registres. Ces textes révèlent également un esprit du temps, littéraire et socioculturel. La troisième partie, « Une décennie à l'enseignement théâtral ? Une vie » (pp. 151-216), précise les nouvelles convictions et les choix esthétiques de l'auteur en matière théâtrale, au début des années 60. La production de cette décennie se caractérise par une écriture plus métaphorique, sans que Charles Bertin ne s'en explique. Les études de cette section invitent le lecteur à envisager un effet de compensation en réaction à une matérialité scénique soudainement perçue comme trop envahissante, ou une recherche de nouvelles voies/voix pour le personnage théâtral. Dans les années 70, la vie et l'œuvre de Charles Bertin connaissent d'importants bouleversements dont témoignent les études de la quatrième partie de l'ouvrage, « L'heure des engagements » (pp. 217-271), qui soulignent spécifiquement l'investissement de Charles Bertin dans la défense de la langue et de la culture française. À une époque où la Belgique se fédéralise, où les tensions linguistiques se font chaque jour plus sensibles, l'écrivain revendique son appartenance à la culture française et rejette résolument le concept de belgitude. Il s'investit dans l'Association culturelle de Rhode-Saint-Genèse (il habite cette commune depuis 1956) et explore, de

manière plus radicale, certaines virtualités de l'écriture romanesque avec *Les Jardins du désert* (le premier manuscrit du roman date du 30 décembre 1970). C'est également à cette époque que Charles Bertin considère le roman et le théâtre comme les éventuels relais d'une réflexion sur la nécessité d'un monde à reconstruire, puisque les dangers d'une nouvelle catastrophe, humaine ou naturelle, ne peuvent être exclus. Charles Bertin renonce à l'idéologie véhiculée par ses premiers personnages dramatiques et dénonce les mensonges et les impasses du sens. Désormais, l'écriture bertinienne traduit la tension entre, d'une part, la réflexion sur les manifestations du pouvoir, la fin de l'Histoire et de la création artistique, la vanité des entreprises humaines face aux forces naturelles et, d'autre part, l'aspiration du poète à une cité idéale. Les études de cette section contribuent à révéler l'humaniste que fut Charles Bertin. Enfin, la dernière partie, plus émouvante parce qu'elle dévoile davantage l'homme que l'artiste, « Adieux, legs et présence vive » (pp. 273-293), évoque le souvenir laissé par l'écrivain auprès de certains interlocuteurs. Elle comporte également une brève présentation du contenu du fonds Charles Bertin aux Archives & Musée de la littérature ainsi que de précieuses indications quant à l'élaboration de la collection léguée par le couple Bertin à la Réserve précieuse du Musée royal de Mariemont, magnifique témoignage de la passion de bibliophile de l'auteur de *La Petite Dame en son jardin de Bruges* (Arles, Actes Sud, 1996).

À la fois recueil de témoignages inédits et analyse renouvelée des œuvres connues et moins connues de l'auteur, *Le monde de Charles Bertin* constitue sans nul doute une contribution importante à l'étude des Lettres belges et de la littérature de langue française de la seconde moitié du xx^e siècle.

Katherine Rondou

Université libre de Bruxelles, B-1050
krondou@gmail.com

Martine REGOURD, dir., *Musées en mutation. Un espace public à revisiter*.

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Gestion de la culture, 2012, 398 p.

À l'initiative de Martine Regourd, professeure en sciences de l'information et de la communication à l'Université Toulouse I Capitole (Institut du droit de la communication), un colloque fut organisé en cette ville pour étudier les différents aspects contemporains du renouvellement de la forme institutionnelle et de la vie des musées. Ce colloque fut résolument pluridisciplinaire en raison de la nature même de son objet qui touche

autant au droit qu'à l'histoire, l'économie, la sociologie, la gestion et, naturellement, les sciences de l'information et de la communication. La sélection de cinq axes prioritaires fonde l'organisation de ce volume et permet de couvrir l'ensemble des problématiques développées par les intervenants.

Ouvrant la discussion, l'axe juridique (pp. 47-155) rassemble cinq communications qui s'interrogent sur les modes de fonctionnement des musées au regard du cadre normatif dans lequel s'inscrit l'institution muséale, puisque l'ordonnance du 13 juillet 1945 a été remplacée par la loi du 4 janvier 2002 qui définit les contours légaux et les conditions d'application de l'appellation « musée de France ». Comme le constate Jean-Marie Pontier (pp. 49-85), ceci revient à se poser la question de savoir « ce qu'implique le service public dans le domaine culturel » (p. 59) et « ce qu'il interdit » (*ibid.*)... Et l'on sait que dans de nombreux petits musées en région, obligés de faire recette en attirant le public, cela pose souvent de redoutables difficultés, ce qu'analyse Annie Héritier (pp. 87-110) avec finesse dans la dimension historique. Prenant comme exemple la décentralisation du musée Guggenheim à Bilbao, Florence Crouzatier-Durand (pp. 111-125) met très justement l'accent sur les attentes souvent mal fondées des élus et, de ce fait, non moins souvent déçues par une réalité que limitent les compétences effectivement transférées aux collectivités dans le cadre de la loi. En montrant les contours flous de la notion de « valeur culturelle », Fabrice Reneaud (pp. 139-155) souligne pour sa part les aspects incertains du principe d'inaliénabilité dès lors que celui-ci peut-être subverti par des considérations portant sur la valeur éthique des biens, opposée à leur « valeur culturelle »... Quant à Xavier Daverat (pp. 127-138), il s'attache à montrer que l'institution muséale est de moins en moins protégée (« sanctuarisée » selon son propre terme) par la « fonction patrimoniale » qui lui est dévolue, car les outils de communication qui lui sont attachés la font de plus en plus pencher vers une sorte de privatisation « au profit de l'auteur » dont la contrepartie est une marchandisation galopante. Avec beaucoup de justesse critique, ces contributions mettent en lumière les complexités créées par l'imposition de cadres juridiques à la fois rigides dans leur énonciation et assez flous dans leurs prémisses. Cela nécessairement des incidences sur la gestion même des musées. Tel est le deuxième axe développé dans le volume.

Cette deuxième partie (pp. 157-210) fournit l'occasion de mesurer l'impact des « logiques » budgétaires appliquées aux choses et aux métiers de la culture. Quatre contributions détaillent ces différents aspects.

Étudiant la logique des gestions muséales, François Mairesse (pp. 159-172) insiste sur l'aspect hybride de la nature des musées qui font se croiser les logiques publiques du don et du marché, pas toujours pour le meilleur développement des musées. Pascale Amans et Jean-Michel Tobelem (pp. 173-186) s'attachent à étudier les effets de l'implantation de nouveaux outils de gestion que les conservateurs ne sont pas toujours en état de maîtriser en raison de la complexité organisationnelle et institutionnelle du champ muséal. Quels enjeux en découle-t-il pour la formation des personnels scientifiques des musées ? Mathilde Gautier (pp. 187-196) étudie avec finesse le développement des secteurs commerciaux attachés aux musées : librairies, boutiques, produits dérivés, etc., et préconise d'éviter une « commercialisation tous azimuts » (p. 189) au profit d'une stratégie d'image qui préserve et valorise la nature de l'institution. Dans le cas d'un musée d'entreprise, comme le musée Haribo à Uzès (300 000 visiteurs par an), qu'étudie Caroline de Montety (pp. 199-208), c'est la porosité des frontières entre le culturel et le marchand qui est mise en évidence dans une société qui a fait de la consommation un fait et une valeur culturels. La question se poserait peut-être différemment dans le cas d'un musée comme *L'Aventure Michelin*, à Clermont-Ferrand, car si « *Haribo macht die Kinder froh und die Eltern ebenso* » (« Haribo rend heureux les enfants comme les parents ») parce qu'il s'agit de confiseries, l'offre commerciale ne s'adresse pas aux mêmes publics avec les mêmes intérêts et enjeux.

Ensuite, le troisième axe (pp. 211-280) structurant le volume est consacré à cet aspect – aujourd'hui essentiel de la vie des musées – que représente la médiation. Aujourd'hui, on n'imagine plus un musée qui ne possède pas son propre service de médiation. À ce sujet, Bernard Schiele (pp. 213-228) remarque que les musées sont éminemment sensibles à leur environnement dont « ils absorbent et restituent les changements » (p. 225). L'entrée des musiques actuelles au musée – comme le MuPop ouvert le 20 juin 2013 à Montluçon – permet de comprendre l'impact de ce phénomène que Gaëlle Crenn (pp. 229-242) illustre par le phénomène du rock. Celui-ci y trouve sa consécration tandis que le musée se saisit de l'occasion pour renouveler ses publics et sa légitimité. Afin d'être au plus près de ce contact avec le public visiteur, certains musées ont même misé sur le « panneau du discours des visiteurs » (p. 236), qui place ces derniers au centre de la proposition expographique. Marie-Sylvie Poli (pp. 243-254) étudie les conséquences de cette stratégie qui impliquent de considérer les visiteurs comme des interlocuteurs à part égale ; ce qui n'est manifestement pas encore le cas en tous

lieux. « Il est interdit de photographier », cette affiche est souvent placardée à l'entrée des musées ; Mélanie Roustan (pp. 255-262) prend acte de ce que cette interdiction se voit progressivement levée en certains lieux et se demande si, hors les conditions techniques à respecter (absence de flashs, etc.) le fait de prendre des photographies dans un musée ne constitue pas une forme de médiation de l'expérience de la visite, tant en la fixant dans la mémoire qu'en favorisant le dialogue et l'échange ultérieurs (blogs, etc.). En clôture de cette section, Florence Abrioux (pp. 263-280) envisage le cas des maisons d'écrivains et de l'usage que font celles-ci des nouveaux modes de médiation numérique et constate que les visiteurs sont, là encore, assez partagés sur l'utilité du recours à ces technologies. Certains déplorent la désacralisation des lieux qu'elles induisent quand d'autres apprécient la meilleure appropriation qu'elles permettent. Outre la Maison de Balzac à Paris, le musée des Écritures du monde à Figeac (Champollion) et la maison de Rimbaud à Charleville-Mézières, l'auteure aurait pu citer le cas de la maison de Barbey d'Aurevilly, à Saint-Sauveur le Vicomte (Manche) dans laquelle la consultation des manuscrits colorés et dessinés par le romancier est grandement facilitée par l'usage de l'informatique.

Aussi, face à la prolifération d'institutions muséales en France – par exemple l'ouverture à Nevers, en octobre 2013, d'un musée de la faïence – était-il normal qu'un axe du volume fût consacré à la notion de territoire, non seulement en raison des politiques de décentralisation (Le Louvre à Lens et Abu-Dhabi, le centre Pompidou à Metz), mais aussi en raison de la volonté des collectivités territoriales de sauvegarder leurs patrimoines alors que nombre d'entre elles sont particulièrement mal équipées pour le faire. Valérie Colomb (pp. 283-292) s'attache au cas du musée des Confluences à Lyon dont elle souligne le caractère publicitaire et spectaculaire destiné à l'identification d'un territoire. En dehors des « musées de France », créés dans le cadre de la loi de 2002, il existe nombre de musées qui ne répondent pas aux critères d'éligibilité de cette appellation. C'est à eux que s'intéresse Célia Fleury (pp. 309-322) dans une contribution qui montre qu'ils participent eux aussi, à leur échelle, à « animer » les territoires sous réserve que leur objet bénéficie d'une reconnaissance minimale. Avec la rénovation, entre 2008 et 2010, du musée Courbet d'Ornans, Bernard Lyonnet (pp. 323-334) commente l'exemple du département du Doubs désireux de faire se superposer des paysages, des habitudes et coutumes régionales avec la représentation qu'en a donnée le grand peintre. Ainsi le pays d'Ornans est-il devenu le « Pays de Courbet »...

Dernier axe constitutif de cet intéressant ouvrage, l'axe international (pp. 335-398) ; un axe aujourd'hui inévitable puisque la mondialisation s'est emparée de quasiment tous les secteurs de l'activité humaine. Bernadette Dufrene (pp. 337-352) revient sur le terme de « musée universel » qui a servi d'étendard aux discussions conduisant au partenariat du Louvre avec les Émirats arabes unis. L'auteure souligne que, en dépit des apparences d'une « simple opération touristique » (p. 339), il peut y avoir derrière l'opération une manière de revenir à l'« idéal-type » – selon la formule de Max Weber (*Essais sur la théorie de la science*, trad. de l'allemand par Julien Freud, Paris, Plon, 1965 [1904-1917]) – du musée universel envisagé au siècle des Lumières. À voir... Lorsque les territoires sont soumis à des séismes politiques, idéologiques et culturels, la mission des musées devient quasiment impossible comme Catherine Roth (pp. 3553-376) le montre au sujet du musée Brukenthal de Sibiu, ville de Transylvanie (en allemand « Hermannstadt », en hongrois « Nagyszeben »), appartenant à un pays, la Roumanie, avec des minorités saxonnes et désormais porteuses d'un projet européen... Pour son compte, Laurent Gosselin (pp. 377-386) étudie les développements de l'activité internationale du musée de l'Ermitage à Saint-Petersbourg qui n'a cessé de déployer une politique de satellites (« Spoutnik ») bien au-delà des frontières de la Russie (Guggenheim, Hiroshima, Vérone, Padoue, etc.). D'ailleurs, c'est cette politique réticulaire qu'étudie Anne-Marie Bouttiaux (pp. 387-398) à travers l'ensemble des musées d'ethnographie ayant souscrit au projet RIME (Réseau international des musées d'ethnographie). Pour ses participants, il s'agit de rendre leurs richesses accessibles au public et à l'ensemble de la communauté scientifique au-delà des problèmes de frontières et de droits. Et subsidiairement de « revoir la modernité en tant que concept » (p. 389) afin de le critiquer.

Comme on le voit par ce rapide résumé, la richesse du volume apparaît dès le premier coup d'œil. Traitant d'un sujet pluridimensionnel doté d'une actualité souvent génératrice d'interrogations fondamentales sur la nature des rapports entre les arts, la culture et la société, l'ouvrage magistralement organisé par Martine Regourd ne manquera pas de retenir l'attention et de fournir à l'ensemble des lecteurs une quantité de faits, d'informations et de réflexions qui aideront indubitablement à nourrir très positivement un débat sociétal de fond.

Jacques-Philippe Saint-Gerand
CeReS, université de Limoges, F-87036
jacques-philippe.saint-gerand@unilim.fr